

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 5 mai 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE À RETENIR

52,6

C'est le niveau de l'Indice des directeurs d'achats (PMI) au Ghana en avril 2025, le plus haut depuis presque 5 ans

Nigeria :

L'Indice des directeurs d'achat (PMI) au Nigeria est en expansion en avril pour le cinquième mois consécutif ; Le gouvernement nigérian signe un accord de financement de 158 M USD avec l'AFD et le FIDA ; Le Nigeria rejoint la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures comme actionnaire extrarégional ; L'Assemblée nationale reprend ses travaux avec un agenda axé sur les réformes fiscales et les urgences sécuritaires ; « Nigeria First » : une nouvelle politique pour stimuler l'industrie locale et renforcer la souveraineté économique ; Le Nigeria digitalise son système de visa et l'enregistrement des voyageurs ; ExxonMobil prévoit d'investir 1,5 Md USD pour renforcer ses activités en eaux profondes au Nigeria ; Afreximbank devrait injecter 19 Md USD dans la Banque africaine de l'énergie.

Ghana :

L'inflation annuelle au Ghana continue de reculer en avril 2025, à 21,2% ; Inauguration du nouveau Conseil d'administration de l'autorité fiscale (GRA) du Ghana.

Nigeria

L'Indice des directeurs d'achat (PMI) au Nigeria est en expansion en avril pour le cinquième mois consécutif

[La banque Stanbic IBTC a publié les résultats d'avril de son enquête mensuelle auprès des directeurs d'achats.](#) L'indice PMI indique une expansion de l'activité économique en avril pour le cinquième mois consécutif, avec 54,2. Après 54,3 et 53,7 atteints en mars et février respectivement, il s'agit des trois indices enregistrés les plus élevés depuis janvier 2024. Un score supérieur à 50 indique une expansion économique par rapport à la période précédente.

L'étude confirme l'amélioration de la conjoncture économique et la croissance du secteur privé depuis le début de l'année 2025. Les résultats indiquent une expansion de l'activité en matière de nouvelles commandes, de production et d'emploi, soutenue par la demande, et ce malgré l'inflation toujours élevée. Le rythme de création d'emploi a en parallèle atteint son plus haut niveau en huit mois.

La banque a maintenu ses perspectives positives pour le second trimestre 2025, et projette une croissance annuelle de 3,5% du Produit intérieur brut (PIB) en 2025.

Le gouvernement nigérian signe un accord de financement de 158 M USD avec l'AFD et le FIDA

[Le gouvernement nigérian a signé ce mercredi un accord de financement de l'ordre de 158 M USD pour son programme de soutien à la chaîne de valeur agricole dans le nord du pays \(VCN\).](#)

Ce programme est co-financé par l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Il vise à renforcer la résilience et la sécurité alimentaire des agriculteurs dans neuf États du nord sur une période de 8 ans. Il concerne plus de 3 millions de personnes.

Le Nigeria rejoint la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures comme actionnaire extrarégional

[Le Nigeria rejoint la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures \(AIIB\) comme actionnaire extrarégional.](#) Le Nigeria pourrait bénéficier d'un accès étendu à des financements multilatéraux pour répondre aux défis structurels qui affectent le

Nigeria en matière d'infrastructures, de transports et d'énergie notamment.

Pour atteindre son ambition à long terme de croissance de 7% du PIB par an, le ministre des Finances nigérian Wale Edun avait notamment appelé, lors de la présentation du budget 2025 en février, à combler un déficit d'investissement dans les infrastructures chiffré à 100 Md USD par an.

L'Assemblée nationale reprend ses travaux avec un agenda axé sur les réformes fiscales et les urgences sécuritaires

[Le Parlement nigérian a repris ses travaux le 7 mai 2025 après six semaines d'interruption](#), avec un programme législatif dense marqué par des réformes économiques majeures et plusieurs crises nationales. La priorité du Sénat et de la Chambre des représentants porte sur l'adoption des textes de réforme fiscale, conçus pour moderniser le système fiscal national, renforcer les recettes publiques et introduire des mesures de justice sociale telles que des exonérations pour les revenus les plus faibles. Ces projets de loi, malgré certaines oppositions régionales liées à la redistribution de la TVA, bénéficient d'un appui significatif des gouverneurs et du secteur économique.

Les parlementaires se pencheront également sur la situation à Rivers State, où la suspension des élus locaux par le président Tinubu et la nomination d'un administrateur unique suscitent des critiques, notamment de la part de l'Association du barreau nigérian et des gouverneurs du Sud-Sud.

L'aggravation de l'insécurité dans le nord du pays sera également au cœur des débats, avec la volonté affichée d'intensifier la collaboration avec les forces de sécurité.

Par ailleurs, les élus souhaitent accélérer la révision de la Constitution et de la loi électorale, tout en finalisant plusieurs projets de loi économiques stratégiques restés en suspens pendant la pause parlementaire.

« Nigeria First » : une nouvelle politique pour privilégier le contenu local

Le gouvernement fédéral nigérian a officiellement lancé la politique économique « *Nigeria First* », destinée à promouvoir les produits fabriqués localement dans toutes les procédures de passation des marchés publics. [Cette mesure oblige désormais les institutions fédérales à accorder la priorité aux biens nationaux, toute exception devant faire l'objet d'une dérogation approuvée par le Bureau des marchés publics \(BPP\).](#)

Présentée comme un levier stratégique du programme *Renewed Hope*, cette politique prétend renforcer la souveraineté économique du pays, stimuler le tissu industriel local, favoriser la création d'emplois et soutenir les entreprises nigérianes. Elle inclut également des dispositifs de formation, des sanctions en cas de non-

conformité et une mise en œuvre juridique supervisée par le ministre de la Justice.

Le Nigeria digitalise son système de visa et l'enregistrement des voyageurs

Le Nigeria a annoncé la suppression du visa à l'arrivée à partir du 15 mai 2025, dans le cadre du [déploiement d'un nouveau système d'e-Visa et de cartes électroniques d'entrée et de sortie](#), opérationnel dès le 1^{er} mai. Cette réforme s'inscrit dans l'agenda présidentiel *Renewed Hope*, qui vise à renforcer la transparence administrative, la sécurité nationale et à stimuler la croissance économique.

Désormais, les demandes de visa se feront entièrement en ligne, avec un traitement en moins de 48 heures. Treize types de visas de court séjour seront proposés, non prolongeables. À compter du 1^{er} septembre, des sanctions strictes s'appliqueront aux dépassements de séjour, incluant des amendes journalières (15 USD par jour), des interdictions d'entrée après 90 jours de dépassement, voire un bannissement définitif au-delà d'un an.

ExxonMobil prévoit d'investir 1,5 Md USD pour renforcer ses activités en eaux profondes au Nigeria

[La Commission nigériane de réglementation du pétrole en amont \(NUPRC\) a annoncé que la multinationale américaine ExxonMobil allait investir 1,5 Md USD](#) dans les champs pétroliers offshore profonds du Nigeria entre le deuxième trimestre 2025 et 2027. Cette initiative vise principalement à revitaliser la production du champ pétrolier d'Usan, situé dans le bloc offshore OML 138, à environ 70 kilomètres au large du delta du Niger. Mis en production en 2012, le champ d'Usan comprend actuellement 34 puits sous-marins de production et d'injection connectés à huit collecteurs sous-marins.

ExxonMobil prévoit de prendre une décision finale d'investissement (FID) pour le projet d'Usan d'ici la fin du troisième trimestre 2025, sous réserve de l'approbation du plan de développement du champ et de l'obtention des financements nécessaires. Parallèlement, la société envisage d'accélérer le développement d'autres actifs offshore profonds, notamment les champs d'Owowo et d'Erha, dans le cadre d'une stratégie plus large visant à renforcer sa présence opérationnelle offshore au Nigeria.

Afreximbank devrait injecter 19 Md USD dans la Banque africaine de l'énergie

À l'occasion de l'Offshore Technology Conference tenue à Houston, le ministre du pétrole nigérian, Heinken Lokpobiri a annoncé que [la Banque africaine d'import-export \(Afreximbank\) mobilisera 19 Md USD pour soutenir le lancement de la Banque africaine de l'énergie \(AEB\)](#), dont le siège sera situé à Abuja. Le projet de Banque africaine de l'énergie, qui vise à financer des projets pétroliers et gaziers sur l'ensemble du continent, devrait démarrer ses activités en juin 2025, avec l'objectif ambitieux d'atteindre 120 Md USD d'actifs sur les 5 premières années.

Le projet est porté en partenariat avec l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO). Face au désengagement de partenaires internationaux dans ce secteur, l'AEB doit permettre aux pays africains de financer localement leurs initiatives énergétiques et donc de renforcer l'autonomie financière du continent en matière d'énergie.

Cette annonce intervient alors que le gouvernement fédéral cherche à augmenter la production de pétrole brut du pays à 2,5 millions de barils par jour d'ici 2026, un objectif particulièrement ambitieux.

Ghana

L'inflation annuelle au Ghana continue de reculer en avril 2025, à 21,2%

[En avril 2025, l'inflation annuelle au Ghana a reculé en glissement annuel à 21,2%, après 22,4% en mars, poursuivant une tendance baissière amorcée depuis quatre mois.](#) Cette baisse s'explique par un ralentissement de l'augmentation des prix tant sur les biens alimentaires et non alimentaires, bien que l'inflation alimentaire demeure élevée à 25%.

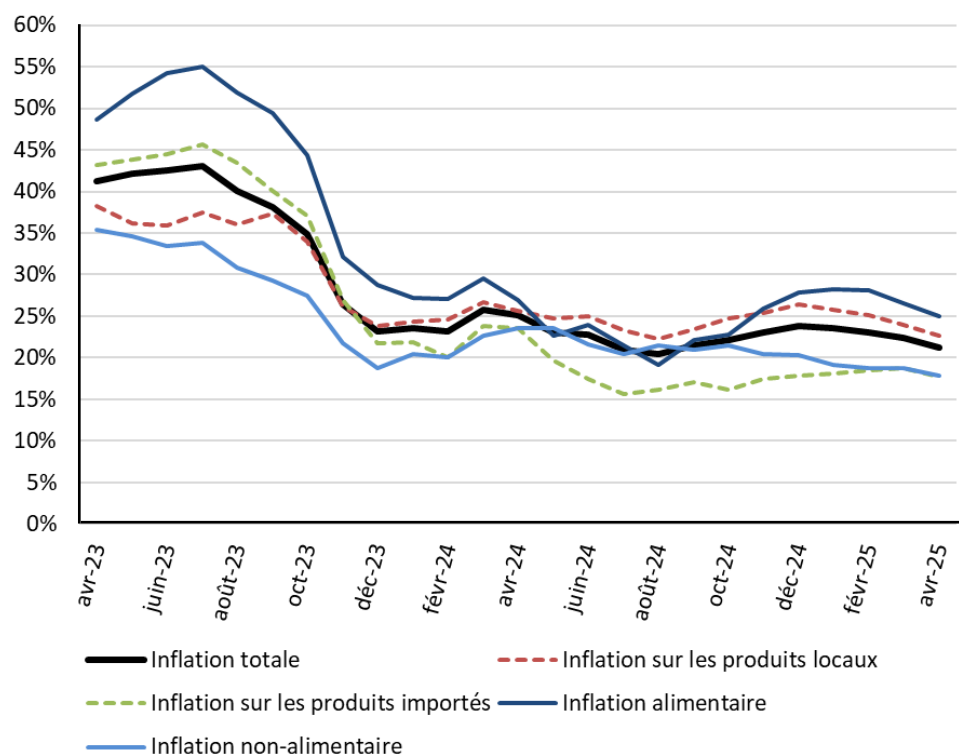
En revanche, sur une base mensuelle, l'inflation a légèrement augmenté à 0,8% en avril (0,2% le mois précédent), tirée notamment par la hausse des prix dans le secteur alimentaire.

À nouveau, les produits locaux affichent une inflation plus forte que les produits importés, mettant en évidence des contraintes persistantes au niveau de l'offre domestique. Ces dynamiques reflètent la complexité de la situation inflationniste du pays : si la stabilisation des prix internationaux contribue à la tendance générale à la baisse, elle est contrebalancée par des inefficacités structurelles locales, notamment dans la production et la distribution alimentaires.

Dans ce contexte, le gouvernement et la Banque du Ghana maintiennent des politiques budgétaires et monétaires strictes, avec pour objectif de ramener l'inflation à 11,9% d'ici la fin de l'année. Des mesures ciblées sur les marchés alimentaires, le renforcement des programmes sociaux, ainsi qu'un soutien à l'agriculture sont jugés essentiels pour consolider les progrès. Le Service statistique du Ghana (GSS) encourage également les entreprises à ajuster les baisses de coûts sur les prix à la consommation.

L'objectif de fin d'année du gouvernement demeure fixé à 15%.

Évolution de l'inflation annuelle au Ghana (en %)



Source : Service statistique du Ghana ([GSS](#))

Clef de lecture : L'inflation annuelle du Ghana (courbe noire) en glissement annuel recule à 21,2% en avril 2025, l'inflation alimentaire (courbe bleu foncé) et l'inflation non-alimentaire (courbe-bleu clair) suivent la même tendance. L'inflation sur les produits locaux (pointillé rouge) a été plus élevée en avril 2025 que l'inflation sur les produits importés (pointillé vert).

Inauguration du nouveau Conseil d'administration de l'autorité fiscale (GRA) du Ghana

[Le ministre des Finances, Cassiel Ato Forson, a inauguré le nouveau conseil d'administration de l'Autorité fiscale du Ghana \(GRA\) à Accra](#), soulignant l'importance de renforcer la mobilisation des recettes intérieures face aux contraintes budgétaires actuelles. Il a salué les compétences et l'expérience des 9 membres de ce conseil d'administration. Le gouvernement vise une hausse annuelle des recettes équivalente à 0,6 point de PIB, un excédent budgétaire primaire de 1,5% en 2025, et une baisse du ratio dette extérieure/recettes à 18% d'ici 2028. Le ministre a insisté sur la modernisation de la GRA via la transformation numérique des systèmes fiscaux, l'intégrité, la lutte contre la contrebande et la corruption, et une meilleure coopération avec le ministère afin

d'améliorer son efficacité opérationnelle. Une rotation obligatoire des agents tous les deux ans est envisagée.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr